



## Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale  
24 juin 2013  
Français  
Original: anglais

---

### Comité des droits de l'homme 105<sup>e</sup> session

#### Compte rendu analytique partiel\* de la 2902<sup>e</sup> séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le vendredi 13 juillet 2012, à 15 heures

*Présidente:* M<sup>me</sup> Majodina

### Sommaire

Examen des rapports soumis par les États parties conformément à l'article 40 du Pacte  
(suite)

*Rapport initial des Maldives (suite)*

---

\* Il n'est pas établi de compte rendu analytique pour le reste de la séance.

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

*La séance est ouverte à 15 h 10.*

**Examen des rapports soumis par les États parties conformément à l'article 40 du Pacte (suite)**

*Rapport initial des Maldives* (CCPR/C/MDV/1; CCPR/C/MDV/Q/1; et CCPR/C/MDV/Q/1/Add.1) (suite)

1. *Sur l'invitation de la Présidente, la délégation maldivienne reprend place à la table du Comité.*
2. **M. Jameel Ahmed** (Maldives), répondant aux informations indiquant qu'en dépit de la disposition constitutionnelle qui fixe la durée maximale de la garde à vue à vingt-quatre heures, des suspects seraient fréquemment détenus au-delà de ce délai sans inculpation, dit que le Gouvernement veille à ce que les forces de police des Maldives se conforment à la loi relative à la Police et à la Constitution. Plusieurs personnes ont toutefois été maintenues en garde à vue pendant plus de vingt-quatre heures au cours des trois années ayant précédé la prise de fonction de l'actuel Gouvernement. M. Jameel Ahmed rappelle que, conformément à la Constitution, nul ne peut être placé en garde à vue pendant plus de vingt-quatre heures sans avoir été présenté à un juge ou en l'absence d'une ordonnance du tribunal. Une fois ce délai écoulé, le suspect est convoqué à l'audience, stade auquel le juge décide de la durée de prolongation de la garde à vue sans inculpation.
3. M. Jameel Ahmed regrette que malgré les modifications apportées à la Constitution pour moderniser le système de justice pénale, rares sont les nouvelles dispositions constitutionnelles à avoir été pleinement mises en œuvre depuis 2008, y compris celles visant à accélérer la libération ou la mise en accusation des prévenus. Cela est probablement dû à la réorganisation du système de justice pénale effectuée dans la foulée de l'adoption de la nouvelle Constitution, en 2008, et aux difficultés rencontrées pour fournir les ressources nécessaires aux institutions concernées. Rappelant que le précédent Président des Maldives avait recommandé que la garde à vue puisse être portée à plus de vingt-quatre heures sans inculpation et qu'il a privé plusieurs fois des prévenus du droit d'habeas corpus, M. Jameel Ahmed espère qu'avec le temps, le système judiciaire maldivien atteindra la qualité de celui d'autres pays et sera en mesure de formuler rapidement des inculpations contre les suspects, évitant ainsi leur maintien en garde à vue pendant des périodes prolongées sans qu'aucune charge ne pèse contre eux.
4. S'agissant de savoir quand le projet de loi sur les éléments de preuve sera adopté par le Parlement, M. Jameel Ahmed indique que le texte est actuellement examiné par une commission parlementaire et qu'étant donné son importance pour l'administration de la justice pénale, il sera adopté dès que possible.
5. Les Maldives sont passées d'un système de poursuites fondé sur les aveux à un système fondé sur la preuve. En outre, les preuves scientifiques sont désormais admises par les tribunaux, en particulier dans les affaires portant sur des infractions graves comme les homicides ou les infractions sexuelles.
6. S'agissant de la séparation des détenus, les prévenus et les personnes condamnées ne sont plus incarcérés dans les mêmes locaux depuis quelque temps déjà et sont aujourd'hui également séparés selon la gravité de l'infraction commise. Les hommes et les femmes sont, par principe, détenus séparément.
7. Le système pénitentiaire des Maldives a malheureusement été négligé avant l'adoption de la nouvelle Constitution. Pour remédier au surpeuplement dans quasiment toutes les prisons, le Gouvernement a entrepris de rénover les établissements pénitentiaires existants et construit deux autres quartiers pénitentiaires dans la plus grande prison du pays. Les détenus ne peuvent être placés à l'isolement que dans des circonstances exceptionnelles

et cette pratique est soumise à des réglementations strictes. Le projet de loi relatif à la prison et à la libération conditionnelle est actuellement en instance devant le Parlement mais attendu qu'il devra faire l'objet d'un examen approfondi, son adoption pourrait être retardée.

8. En ce qui concerne la traite des êtres humains, vivement préoccupé que les Maldives aient été classées dans la catégorie n° 2 de la liste de pays à surveiller par le Département d'État des États-Unis d'Amérique, le Gouvernement maldivien a pris des mesures pour faire face au problème. Une proposition de loi sur la traite des êtres humains a ainsi été élaborée qui a été soumise au Parlement pour examen, mais plusieurs parties concernées ayant jugé le texte trop rudimentaire, le concours d'experts étrangers a été sollicité. Le Gouvernement prépare donc actuellement, avec l'aide du Gouvernement australien, un autre texte de loi visant à interdire et réprimer la traite des personnes qui, une fois finalisé, sera traduit et transmis au Parlement pour approbation.

9. En ce qui concerne la situation des migrants en situation irrégulière, le Gouvernement a annoncé l'amnistie de tous les étrangers ayant dépassé la durée légale de séjour et assumera les coûts de rapatriement des intéressés dans leur pays d'origine, à condition qu'ils se présentent aux autorités, le cas échéant.

10. Répondant à la question relative aux attaques contre les médias, M. Jameel Ahmed dit que la nouvelle Constitution prévoit que les médias sont parfaitement indépendants du contrôle de l'État et que le Gouvernement appuie pleinement le droit des médias à la liberté d'expression. Il est vrai que sous le précédent Gouvernement, des journalistes ont été molestés, que des chaînes de télévision ont été prises pour cibles et qu'il a été demandé aux médias de censurer certaines informations.

11. La Constitution protège également le droit à la liberté d'association, comme en témoigne le fait que les manifestations qui ont actuellement lieu dans les rues de Malé ne soient soumises à aucune restriction induite. Des manifestations ont, en revanche, été réprimées par la force sous le précédent Gouvernement. M. Jameel Ahmed souligne que les informations indiquant que des manifestations ont été dispersées ne rendent pas correctement compte de la situation aux Maldives.

12. La loi islamique prévoit qu'un Maldivien musulman ne peut épouser une femme non musulmane que si celle-ci fait partie des «gens du livre», c'est-à-dire si elle est chrétienne ou juive. Une femme non musulmane mariée à un Maldivien peut obtenir un titre de résident permanent aux Maldives mais ne peut pas devenir ressortissante des Maldives.

13. **M<sup>me</sup> Maumoon** (Maldives) dit que la nouvelle Constitution garantit la pleine indépendance de la justice. La Commission des services judiciaires, qui est chargée de veiller à l'indépendance et à la bonne administration de la justice, est composée de représentants de diverses juridictions, notamment de la Haute Cour, de la Cour supérieure de justice (*High Court*), et de la Cour suprême, ainsi que du Président du Parlement (Majlis), du Ministre de la justice, d'un membre du Parlement et de représentants du Président. M<sup>me</sup> Maumoon souligne que bien que la Commission doive encore relever de nombreux obstacles, elle n'est en aucune manière dysfonctionnelle ou inefficace.

14. Un représentant de l'ancien Président a tenté de politiser les travaux de la Commission en s'opposant énergiquement à la prestation de serment de certains juges et magistrats qui ne servaient pas les intérêts politiques du Chef de l'État. Suite à cet incident, cette même personne a tenté de ternir la réputation de certains magistrats en formulant des allégations contre eux et en qualifiant le système judiciaire maldivien de totalement corrompu. En outre, les allégations formulées à l'encontre du juge Abdulla Mohamed sont très vraisemblablement infondées et ont été fabriquées à des fins politiques. M<sup>me</sup> Maumoon rappelle par ailleurs que le chef de la délégation maldivienne, M. Jameel Ahmed, a été arbitrairement arrêté en janvier 2012 au mépris de ses droits. Le juge Abdulla Mohamed a

par la suite considéré que la détention de M. Jameel Ahmed était illégale et demandé sa libération, suite à quoi il a été lui-même enlevé et détenu pendant plus de 48 heures.

15. **M<sup>me</sup> Adam** (Maldives) dit que les recommandations formulées par M. Leandro Despouy, ancien Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, ont été très précieuses et utiles au Gouvernement durant le processus de démocratisation. En outre, la Mission permanente des Maldives auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a travaillé conjointement avec la Commission internationale de juristes (CIJ) afin qu'une mission se rende dans le pays. Or, très peu des recommandations formulées par la CIJ ont été mises en œuvre faute d'approbation par le pouvoir judiciaire. Le Gouvernement maldivien a cependant continué d'œuvrer pour la réforme de la justice et demandé, à cette fin, à plusieurs juristes éminents de se rendre aux Maldives, sous les auspices des Nations Unies, afin de contribuer à la réforme et au renforcement de la justice. Le Gouvernement a également demandé qu'une table ronde soit organisée avec plusieurs représentants du pouvoir judiciaire pour réformer le secteur de la justice. Malheureusement, le manque de soutien de parties essentielles a mis ces projets indéfiniment en suspens.

16. **M. Jameel Ahmed** (Maldives) dit que même s'il reste encore beaucoup à faire, les membres de l'appareil judiciaire sont des professionnels hautement qualifiés. La première femme juge a été nommée en 2007, cinq autres sont en exercice et de nombreuses jeunes diplômées attendent de prêter serment. Nombre de juges maldiviens ont étudié à l'étranger et ont reçu une formation non seulement au droit islamique mais aussi à d'autres systèmes juridiques. M. Jameel Ahmed espère que les membres de l'appareil judiciaire continueront à l'avenir d'avoir accès aux programmes de formation et de développement.

17. **M<sup>me</sup> Maumoon** (Maldives) dit que son Gouvernement condamne énergiquement la haine religieuse et constate avec regret que des opposants politiques se livrent à des attaques personnelles contre certaines personnes au motif non seulement de leur religion mais aussi de leur apparence physique, y compris de leur couleur de peau. Le Gouvernement espère remédier effectivement à ce problème et prévenir ainsi une polarisation accrue de la société maldivienne.

18. Bien que le Gouvernement soit fermement attaché à la liberté de réunion et à la liberté d'association, de nombreuses manifestations récentes décrites comme pacifiques ont en réalité été marquées par la violence et un débat s'est ouvert dans le pays sur le point de savoir à partir de quel moment le droit de manifester enfreint le droit d'autrui à vivre dans la sûreté et la sécurité.

19. **M. Thelin** se demande comment le Gouvernement va pouvoir mettre en œuvre son plan d'action 2011-2013 contre la traite des êtres humains en l'absence de données statistiques de base sur les questions qui s'y rapportent. La première priorité du pays devrait être de recueillir des données sur un problème qui, selon les estimations disponibles, est d'une ampleur alarmante.

20. **M. Salvioli** relève que les 15 affaires de harcèlement et d'intimidation de journalistes mentionnées dans le rapport de la Commission maldivienne des droits de l'homme sont postérieures à l'adoption de la nouvelle Constitution. Il demande si des enquêtes ont été ouvertes sur les faits allégués, si leurs auteurs ont été identifiés, et si des condamnations ou des sanctions ont été prononcées.

21. **M. Kälin** dit que le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays a rencontré les membres de communautés qui craignaient d'être déplacées de force en raison de l'élévation du niveau des mers. Il souhaite savoir si le cadre juridique en vigueur institue le caractère volontaire de la réinstallation des populations et l'obligation de consultation préalable des communautés touchées. Il souhaite également savoir s'il existe des dispositions précisant dans quelles conditions ces

déplacements peuvent être ordonnés et réalisés et des indemnités accordées aux personnes concernées.

22. M. Kälén regrette que l'État partie n'ait pas accepté la recommandation formulée à l'issue de l'Examen périodique universel lui demandant instamment de ratifier la Convention relative au statut des réfugiés. Il souhaite savoir quelles dispositions ont été prises pour empêcher l'expulsion ou l'extradition de personnes vers des lieux où elles risquent d'être soumises à la persécution, à la torture ou à d'autres violations similaires de leurs droits fondamentaux.

23. M. Flinterman tient à souligner que le projet de loi interdisant et réprimant toutes les formes de traite des êtres humains doit être adopté d'urgence et demande des renseignements supplémentaires sur les dispositions de ce texte ainsi que sur les éléments du plan d'action 2011-2013 contre la traite des êtres humains. Il souhaite savoir si ce projet de loi et ce plan d'action prévoient des procédures systématiques d'identification des victimes de la traite, si des mesures ont été prises pour sensibiliser la population à cette question et si des dispositifs permettent d'éviter que les employeurs et les intermédiaires sur le marché de l'emploi utilisent la procédure de parrainage aux fins de travail forcé.

24. M. Bouzid rappelle qu'en 2009, les Maldives ont soumis au Conseil des droits de l'homme une proposition en vue de l'organisation d'une table ronde sur les changements climatiques et les droits de l'homme et souhaite savoir si des progrès ont été enregistrés dans ce domaine.

25. M. O'Flaherty demande des renseignements supplémentaires sur le projet de loi relatif à l'aide juridictionnelle qui est en cours d'élaboration. Se référant aux paragraphes 102 à 104 des réponses écrites des Maldives (CCPR/C/MDV/Q/1/Add.1), il souhaite savoir comment le Gouvernement peut donner son plein appui au Plan conçu par la Commission des services judiciaires vu la piètre opinion qu'il a de cette instance. Il souhaite savoir si l'État partie envisage de nommer des juges étrangers, ce qui est une pratique assez répandue dans d'autres pays de petite taille qui manquent de personnel judiciaire compétent. Il croit comprendre que les cinq femmes juges président toutes des juridictions inférieures, ce qui témoigne d'une sous-représentation des femmes dans les instances judiciaires supérieures.

26. Sir Nigel Rodley dit qu'un pouvoir judiciaire défaillant, indépendant et incontrôlable est dans un certain sens pire qu'un pouvoir judiciaire compétent qui peine à assurer son indépendance. Il est préoccupant que la Constitution ne semble pas exiger des membres de l'appareil judiciaire qu'ils justifient de l'expertise nécessaire à l'exercice de fonctions d'une telle importance. Il rappelle à l'État partie que les mesures prises par toute branche de l'État, y compris le pouvoir judiciaire, peuvent être contraires au Pacte, et souhaite obtenir l'assurance que le pouvoir judiciaire maldivien mérite ou méritera que l'on s'emploie à sauvegarder son indépendance.

27. M. Jameel Ahmed (Maldives) dit que l'un des juges de la Cour supérieure de justice est une femme et que si l'on tient compte du nombre de femmes juges ayant récemment obtenu leur diplôme qui attendent de prêter serment, le pourcentage de femmes juges devrait augmenter.

28. Les réinstallations forcées n'ont jamais été une politique ou une pratique du Gouvernement et bien que ce dernier offre des indemnités ou des mesures incitatives aux personnes qui acceptent volontairement d'être réinstallées, plusieurs ont refusé ces offres, de sorte que certaines îles comptent 20 habitants, voire moins. Le Gouvernement doit élaborer une politique de renforcement et de développement des infrastructures pour améliorer l'accès de ses citoyens aux services disponibles.

29. Le projet de loi relatif à l'aide juridictionnelle a pour objet de donner effet à la disposition constitutionnelle faisant de l'aide juridictionnelle un droit fondamental. Ce projet de loi est actuellement examiné par le Ministre de la justice et on espère qu'il sera prochainement soumis au Parlement.

30. De nombreux aspects tenant à la Commission des services judiciaires doivent être réexaminés. Les problèmes qui se posent ne sont pas uniquement liés à sa composition; ses moyens d'action et ses ressources doivent également être accrus. Lors des débats parlementaires sur l'article de la Constitution relatif à la composition de cette instance, il a été convenu que ses membres devaient représenter non seulement le pouvoir judiciaire mais aussi d'autres institutions et professions, par exemple des personnes nommées par le Président, des représentants du Parlement, ainsi que des juristes et des membres de la Commission de la fonction publique. Bien que l'on ait récemment fait valoir que la Commission ne devrait comprendre que des membres du corps judiciaire, aucune modification ne peut être apportée à la Constitution sans la majorité des deux-tiers du Parlement. Or, en l'état des choses, vu que le pays est en proie à des manifestations de rue et vu les enquêtes sur le transfert de pouvoir et la mauvaise situation économique, cela risque de poser un problème majeur. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement appuie pour l'heure le Plan stratégique de renforcement des institutions de la Commission des services judiciaires.

31. **M<sup>me</sup> Maumoon** (Maldives) dit que les autorités n'ont jamais déplacé quiconque par la force, pas même après le Tsunami alors que de nombreuses personnes avaient accepté d'être réinstallées du fait des difficultés rencontrées par les autorités pour fournir l'assistance requise aux îles éloignées. Les communautés ont été largement consultées durant la période de reconstruction concernant le lieu où elles souhaitaient vivre.

32. La traite des personnes est une question complexe qui requiert une réponse urgente s'appuyant sur des études détaillées. L'adoption du plan d'action contre la traite des êtres humains et l'établissement d'un service de lutte contre la traite au sein du Département de l'immigration et de l'émigration sont des progrès encourageants. Il n'existe pas, pour l'heure, de foyers accueillant les victimes de la traite. Celles-ci reçoivent de la nourriture et ont accès aux services de santé et le Gouvernement espère améliorer leur situation grâce au soutien de ses partenaires internationaux.

33. Le Gouvernement envisage de considérer l'adhésion à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

34. **M<sup>me</sup> Maumoon** reconnaît que les informations fournies par les Maldives concernant la Commission des services judiciaires en réponse à la liste des points à traiter sont quelque peu contradictoires. Bien que le Gouvernement soit convaincu que des mesures doivent être prises pour renforcer le pouvoir judiciaire avec le concours d'experts étrangers, il n'est pas en mesure de les imposer du fait de son attachement au principe de l'indépendance de la justice. Le pouvoir judiciaire a le sentiment que son indépendance, son intégrité et son professionnalisme sont menacés. **M<sup>me</sup> Maumoon** dit que les réformes ne peuvent être effectuées du jour au lendemain mais se dit certaine que son pays parviendra à se doter d'un pouvoir judiciaire pleinement indépendant.

35. **M. Jameel Ahmed** (Maldives) assure que toutes les affaires relatives à l'agression de journalistes font l'objet d'une enquête et que des mesures ont été prises dans certains cas pour en traduire les auteurs en justice. Ainsi, les personnes qui s'en sont pris en 2011 à Villa Television (VTV), une chaîne de télévision privée, font actuellement l'objet de poursuites. Le Gouvernement protège pleinement la liberté de réunion et la liberté d'association et encourage les autorités chargées de l'application des lois à prendre ces incidents très au sérieux. Des enquêtes ont été diligentées sur les cas des trois ou quatre journalistes blessés à la tête au cours des récentes manifestations de Malé.

36. M. Jameel Ahmed ajoute que l'article 21 du Pacte prévoit que l'exercice du droit de réunion pacifique peut faire l'objet de restrictions dans l'intérêt de la sûreté publique ou de l'ordre public. Or, des biens publics ont été pris pour cibles et détruits au cours des récentes manifestations, le véhicule du Ministre de la condition de la femme, de la famille et des droits de l'homme a été détruit et des véhicules et motos de la police ont été incendiés. Plusieurs personnalités politiques ont également été visées. Dans ces circonstances, la police a dispersé les manifestations, en particulier celles organisées après minuit.

37. M. Jameel Ahmed assure que les cas de torture, d'arrestation musclée et de détention feront l'objet d'enquêtes.

38. **M<sup>me</sup> Adam** (Maldives) dit que son Gouvernement est l'un de ceux à avoir insisté sur le lien entre les droits de l'homme, tel que le droit à l'alimentation, à l'eau et à d'autres produits de première nécessité, et les changements climatiques. La résolution 7/23 du Conseil des droits de l'homme de 2008 comptait plus de 75 coauteurs et le Conseil a décidé, par sa résolution 10/4 de 2009 de tenir une réunion-débat sur les liens entre les changements climatiques et les droits de l'homme. Trois paragraphes du document adopté à l'issue de cette réunion-débat ont été incorporés aux accords conclus le 11 décembre 2010 à Cancun (Mexique), lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques. Le Conseil des droits de l'homme a adopté une autre résolution sur ce sujet (résolution 18/22) en 2011 et un expert indépendant sur les droits de l'homme et l'environnement a été désigné quelques semaines seulement avant la vingtième session du Conseil. En leur qualité de membre du Conseil des droits de l'homme et en tant que pays particulièrement vulnérable aux changements climatiques, les Maldives ont activement contribué à promouvoir l'action menée par le Conseil dans ce domaine.

39. **M. Jameel Ahmed** (Maldives), indiquant que seuls quelques rares jugements rendus contre le précédent Gouvernement par des juridictions civiles et pénales ont été suivis d'effet, dit que l'actuel Gouvernement respectera pleinement toutes les décisions de justice visant le pouvoir exécutif. Le précédent Gouvernement avait ainsi fait appel des jugements rendus par plusieurs instances judiciaires ordonnant le versement du salaire des fonctionnaires suspendus. L'actuel Gouvernement a donné l'assurance à la Commission de la fonction publique qu'il respectera les jugements de la Cour suprême et versera leur salaire aux intéressés.

40. **M. O'Flaherty** dit que plusieurs représentants de la société civile se sont dits inquiets des menaces, dont des menaces de mort, visant des personnes ayant soumis des informations au Comité. M. O'Flaherty n'attribue pas ce type d'action à l'actuel Gouvernement mais il lui serait reconnaissant de réaffirmer qu'il est déterminé à protéger la société civile.

41. **M. Jameel Ahmed** (Maldives) juge ces informations hautement préoccupantes. Les forces de police mèneront des enquêtes approfondies sur les menaces contre des représentants de la société civile. Ces affaires peuvent aussi être transmises à la Commission des droits de l'homme, au Parlement, à la Commission d'intégrité de la police et au pouvoir judiciaire. Le Gouvernement assurera la protection de tous les citoyens, indépendamment de leurs opinions politiques. Ces derniers mois par exemple, il a fourni une protection personnelle rapprochée, y compris des gardes du corps, à des membres de l'opposition.

42. **M<sup>me</sup> Maumoon** (Maldives) réitère la détermination de son Gouvernement à mettre en œuvre le Pacte et à le transposer pleinement dans l'ordre juridique interne. Parallèlement, la foi musulmane est un aspect important de l'identité maldivienne et la transposition en droit interne d'un texte de droit international est soumise aux limites imposées par les préceptes musulmans et la charia, comme prescrit par la Constitution. Le Gouvernement attend avec intérêt que d'autres pays frères musulmans l'informent des

interprétations progressistes, modernes et prospectives de l'islam qui permettront de respecter les droits de l'homme de tous, sans discrimination aucune. L'islam est fondamentalement une religion de l'égalité, de l'équité, de la justice sociale et des droits de tous.

43. Les autorités maldiviennes attendent avec impatience de recevoir les conclusions et recommandations du Comité pour les aider à traduire les principes et obligations énoncés dans le Pacte en progrès tangibles et à consolider sa jeune démocratie. Le dialogue avec les membres du Comité a permis à la délégation d'identifier les domaines nécessitant une attention particulière et de noter qu'il conviendrait, par exemple, d'examiner la pratique suivie par d'autres États musulmans pour comprendre comment mieux concilier la foi et l'identité maldiviennes moyennant le plein respect des droits énoncés dans le Pacte; de coopérer avec les commissions indépendantes pour veiller à ce qu'elles remplissent effectivement leur mandat essentiel; de collaborer avec le Parlement pour accélérer l'adoption de lois essentielles se rapportant aux droits de l'homme, en particulier en matière d'égalité entre les hommes et les femmes, au nouveau code pénal, et du projet de loi sur la procédure pénale; de réorienter et de renforcer les efforts de lutte contre la traite des personnes; de formuler des propositions concrètes pour réformer et de renforcer la Commission des services judiciaires; et de prendre en compte d'autres suggestions du Comité liées au renforcement de la justice.

44. M<sup>me</sup> Maumoon se dit certaine qu'à force de persévérance, les autorités de son pays affirmeront leur action dans les domaines précités et sur d'autres plans, malgré les nombreux obstacles qu'elles rencontrent. À son retour aux Maldives, la délégation s'entretiendra avec le Président Waheed, le Gouvernement et les acteurs nationaux concernés sur les mesures à prendre pour donner effet à certaines des recommandations et propositions formulées.

45. Les Maldives sont fières d'avoir progressé aussi rapidement ces dernières années sur la voie de la démocratie et du respect des droits de l'homme en dépit des nombreux défis qu'elles ont dû relever et d'y être parvenues dans un climat relativement pacifique. Parallèlement, le niveau de tension politique, de polarisation et d'amertume au sein de ce petit pays est regrettable. M<sup>me</sup> Maumoon espère sincèrement que les défis que le pays rencontre actuellement seront surmontés et que des progrès seront réalisés pour rassembler le peuple maldivien et consolider plus avant la jeune démocratie musulmane. Le soutien du Comité et celui de la communauté internationale élargie seront à cet égard fort bienvenus.

46. **La Présidente** dit que le premier dialogue entre le Comité et la délégation maldivienne a permis d'aborder un large éventail de sujets que l'échange et a été très fructueux. Les préoccupations du Comité concernent notamment le maintien de la réserve à l'article 18 du Pacte, qui a des conséquences négatives sur un segment important de la population, tels que les migrants et les non-musulmans. Le Comité est également préoccupé par les allégations de torture systématique et espère que les autorités donneront effet à la suggestion d'un membre du Comité tendant à la création d'une commission indépendante chargée d'identifier les personnes pénalement responsables, de mener des enquêtes et d'accorder réparation aux victimes.

47. Le Comité prend note du fait que l'actuel Gouvernement est pleinement attaché aux principes de la liberté d'opinion et d'expression. Malheureusement, il est préoccupé par les allégations persistantes faisant état d'attaques systématiques des journalistes couvrant les protestations anti-gouvernementales et d'actes de violence contre les manifestants.

48. Le dialogue a largement porté sur les questions d'indépendance, de compétence et d'impartialité du pouvoir judiciaire. Il est évident que l'appareil judiciaire, qui joue un rôle essentiel pour préserver la primauté du droit, doit être réformé d'urgence.



49. La Présidente est convaincue que le Gouvernement a réellement l'intention de se conformer davantage au Pacte et aux autres instruments internationaux et de promulguer et de mettre en œuvre une législation garantissant à tous les Maldiviens l'exercice de leurs droits fondamentaux sur un pied d'égalité.

*Le débat résumé prend fin à 16 h 55.*